

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

SEGMENT D'ACHATS : 44.03.03 - Services pour animaux (hors soins médicaux)

CCP n° :	DAF_2024_001939
Objet du marché public :	Acquisition de selles d'instruction, de dressage et de saut d'obstacles, de pièces détachées associées et réalisation de prestations de maintenance de ces selles au profit de l'EME de Fontainebleau et des sections équestres militaires.
Forme du marché public :	Accord-cadre à bons de commande
Mode de passation :	Appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.
Code CPV :	18911000-8 - Selles d'équitation.
Niveau de sécurité :	Sans objet
Acheteur :	Anne-Laure LARGANGE
Entité d'achats :	PFC PARIS / DAP

ABRÉVIATIONS :

- DAP : Division achats publics
- DFIN : Division finances
- CCAG/FCS : cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021)
- CDD : Contrat à durée déterminée
- CDI : Contrat à durée indéterminée
- CCP : Cahier des clauses particulières
- GSC IdF : Groupement de soutien Commissariat Île-de-France
- PFC PARIS : Plate-forme commissariat Paris
- SCA : Service du commissariat des armées
- EME : École Militaire d'Équitation
- Pôle MHY : pôle Montlhéry

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES	5
1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES	6
ARTICLE 2. OBJET ET FORME DES MARCHÉS PUBLICS.....	6
2.1 OBJET DES MARCHÉS PUBLICS.....	6
2.2 FORME DES MARCHÉS PUBLICS.....	6
ARTICLE 3. CARACTÉRISTIQUES DES MARCHÉS PUBLICS.....	7
3.1 DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
3.2 MONTANT DES MARCHÉS PUBLICS	7
3.3 STRUCTURE DES MARCHÉS PUBLICS	8
3.4 MODIFICATION DES MARCHÉS PUBLICS	11
3.5 DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ.....	13
ARTICLE 4. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS.....	13
4.1 MESURE DE PRÉVENTION	13
4.2 SOUS-TRAITANCE	13
4.3 DÉFAILLANCE	13
4.4 ASSURANCE.....	13
4.5 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION.....	14
4.6 EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC PAR CARTE D'ACHAT	14
4.7 MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES	14
ARTICLE 5. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT	15
5.1 FORME DES PRIX	15
5.2 CONTENU DES PRIX.....	15
5.3 NATURE DES PRIX	16
5.4 UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT DES MARCHÉS PUBLICS	17
ARTICLE 6. RÉGIME DE PAIEMENT DES MARCHÉS PUBLICS	17
6.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT	17
6.2 MODE DE RÈGLEMENT	17
6.3 AVANCE.....	18
6.4 ACOMPTE	18
6.5 RÉGLEMENT PARTIEL DÉFINITIF.....	19
6.6 DÉLAI DE PAIEMENT	19
6.7 INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECouvreMENT	19
6.8 MODALITÉS DE FACTURATION (HORS CARTE D'ACHAT).....	20
6.9 SOLDE.....	21
6.10 CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	21

6.11	CESSION DES MARCHÉS PUBLICS.....	21
ARTICLE 7. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS		21
7.1	CONTRÔLE ET OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	21
ARTICLE 8. GARANTIE		23
8.1	GARANTIE TECHNIQUE	23
8.2	RETENUE DE GARANTIE	23
ARTICLE 9. PÉNALITÉS		23
9.1	PÉNALITÉS DE RETARD	24
9.2	AUTRES PÉNALITÉS	25
ARTICLE 10. MODALITÉS DE RÉSILIATION		25
10.1	RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	25
10.2	AUTRES RÉSILIATIONS.....	26
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....		26
PRÉAMBULE.....		27
ARTICLE 12. LIEU DE LIVRAISON		28
ARTICLE 13. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES SELLES.....		28
13.1	SELLES D'INSTRUCTION (LOT N° 1)	28
13.2	SELLES DE DRESSAGE (LOT N° 2).....	30
13.3	SELLES DE SAUTS D'OBSTACLE (LOT N° 3)	32
13.4	MODALITÉS DES PRISES DE MESURES POUR LA CONFECTION DES SELLES DES LOT N° 2 ET N° 3.	34
ARTICLE 14. PIÈCES DÉTACHÉES.....		35
ARTICLE 15. PRESTATIONS DE MAINTENANCE		36

LISTE DES ANNEXES	
Annexe	Clauses administratives générales

PRÉAMBULE

Le présent CCP est constitué de deux volets : des clauses dites administratives particulières d'une part et des clauses dites techniques particulières d'autre part. Il organise les conditions propres à l'exécution du marché public.

Les clauses administratives générales sont mentionnées en annexe du présent CCP.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de l'ensemble des clauses contenues dans le présent marché public.

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES

1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché public est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissant :

- 1) l'acte d'engagement et ses annexes, l'éventuelle mise au point du marché public (formulaire OUV 11) ainsi que les éventuels avenants au marché public ;
- 2) le présent cahier des clauses particulières (CCP), contenant les clauses administratives et les clauses techniques et ses annexes dans l'ordre croissant de numérotation ;
- 3) le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS, arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021) sauf dérogations mentionnées au présent CCP ;
- 4) le cadre-réponses du titulaire ainsi que les réponses du titulaire aux éventuelles demandes de l'administration relatives à son offre (formulaire OUV 7) ;
- 5) les autres documents constitutifs de l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché public, elles prévalent dans l'ordre de priorité défini ci-dessus.

Seul l'exemplaire original de chaque document, mentionné ci-dessus (sauf le CCAG) et conservé dans les archives de l'administration, fait foi.

1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES

1.2.1 Désignation des parties contractuelles

Le marché public est conclu entre :

- le directeur de la Plate-Forme Commissariat Paris, désigné par l'expression «*le pouvoir adjudicateur*» ;
- la société titulaire du marché public, désignée par l'expression «*le titulaire*».

1.2.2 Désignation du bénéficiaire

Les bénéficiaires sont les organismes concernés par les présents marchés publics et rattachés au GSC IdF/ Pôle Montlhéry.

ARTICLE 2. OBJET ET FORME DES MARCHÉS PUBLICS

2.1 OBJET DES MARCHÉS PUBLICS

LOT	OBJET DU MARCHÉ PUBLIC
Lot n° 1	Acquisition de selles d'instruction et des pièces détachées associées et leur maintenance
Lot n° 2	Acquisition de selles de dressage et des pièces détachées associées et de leur maintenance
Lot n° 3	Acquisition de selles de saut d'obstacle et des pièces détachées associées et de leur maintenance

Les prestations, objet de chaque marché public, s'inscrivent dans la catégorie des marchés de fournitures.

2.2 FORME DES MARCHÉS PUBLICS

Chaque marché public est un accord-cadre à bons de commandes conformément aux articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6. et R. 2162-13. à R. 2162-14. du code de la commande publique.

ARTICLE 3. CARACTÉRISTIQUES DES MARCHÉS PUBLICS

3.1 DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Chaque marché public est conclu pour une première période de douze (12) mois débutant à la date de notification et se terminant la veille son premier anniversaire.

Chaque marché public est reconduit annuellement de manière tacite à chaque date anniversaire de notification sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans le cas d'une non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire dans un délai de deux mois avant la date de fin de validité de chaque marché public.

La non-reconduction de chaque marché public n'ouvre en aucun cas un droit à une quelconque compensation financière.

3.2 MONTANT DES MARCHÉS PUBLICS

Les montants annuels minimum et maximum, s'élèvent à :

Lots	Montant minimum € HT pour 12 mois	Montant maximum € HT pour 12 mois
Lot n° 1	13 000,00	57 000,00
Lot n° 2	5 000,00	32 000,00
Lot n° 3	5 000,00	35 000,00

Les montants totaux minimum et maximum, sous réserve de la reconduction du présent marché public jusqu'à son terme maximum, s'élèvent à :

Lots	Montant minimum € HT pour la durée totale	Montant maximum € HT pour la durée totale
Lot n° 1	52 000,00	228 000,00
Lot n° 2	20 000,00	128 000,00
Lot n° 3	20 000,00	140 000,00

3.3 STRUCTURE DES MARCHÉS PUBLICS

Lot n° 1 :

Le marché public est structuré en trois (3) postes à bons de commande :

Poste	Nature du poste	Désignation du poste
1	à bons de commande sur tableau de prix	Selles d'instruction*
2	à bons de commande sur tableau de prix	Pièces détachées
2.1	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Contre sanglon coupé</i>
2.2	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Arçon sanglé avec mousse</i>
3	à bons de commande sur tableau de prix	Prestations de maintenance
3.1	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Remplacement de l'arçon</i>
3.2	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Remplacement du siège et de sa mousse</i>
3.3	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Retendre le siège</i>
3.4	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Remplacement des contre sanglons</i>

*Une tarification dégressive est appliquée selon le volume de selles commandé.

Lot n° 2 :

Le marché public est structuré en trois (3) postes à bons de commande :

Poste	Nature du poste	Désignation du poste
1	à bons de commande sur tableau de prix	Selles de dressage
2	à bons de commande sur tableau de prix	Pièces détachées
2.1	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Contre sanglon coupé</i>
2.2	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Arçon sanglé avec mousse</i>
3	à bons de commande sur tableau de prix	Prestations de maintenance
3.1	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Remplacement de l'arçon</i>
3.2	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Remplacement du siège et de sa mousse</i>
3.3	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Retendre le siège</i>
3.4	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Remplacement des contre sanglons</i>
3.5	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Modification des panneaux</i>
3.6	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Remplacement des Panneaux</i>
3.7	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Modification de l'arçon (arcade)</i>
3.8	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Modification des quartiers</i>
3.9	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Modification des avances</i>

Poste	Nature du poste	Désignation du poste
3.10	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Modification des taquets</i>

Lot n° 3 :

Le marché public est structuré en trois (3) postes à bons de commande :

Poste	Nature du poste	Désignation du poste
1	à bons de commande sur tableau de prix	Selles de sauts d'obstacle
2	à bons de commande sur tableau de prix	Pièces détachées
2.1	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Contre sanglon coupé</i>
2.2	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Arçon sanglé avec mousse</i>
3	à bons de commande sur tableau de prix	Prestations de maintenance
3.1	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Remplacement de l'arçon</i>
3.2	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Remplacement du siège et de sa mousse</i>
3.3	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Retendre le siège</i>
3.4	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Remplacement des contre sanglons</i>
3.5	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Modification des panneaux</i>
3.6	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Remplacement des Panneaux</i>
3.7	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Modification de l'arçon (arcade)</i>

Poste	Nature du poste	Désignation du poste
3.8	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Modification des quartiers</i>
3.9	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Modification des avances</i>
3.10	<i>à bons de commande sur tableau de prix</i>	<i>Modification des taquets</i>

3.4 MODIFICATION DES MARCHÉS PUBLICS

3.4.1 Clause de réexamen

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché public peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci-après sont mis en œuvre soit par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

3.4.1.1 *Prestations supplémentaires et modificatives*

Pendant l'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives ou accepter les modifications qu'il propose, selon les modalités prévues à l'article 23 du CCAG/FCS.:

Par ordre de service :

- modification du périmètre de soutien de la plate-forme commissariat Paris : changement de la dénomination des emprises, transfert d'activité à ou en provenance d'un autre pouvoir adjudicateur ;
- ajout de nouvelles missions ou modifications de caractère technique des prestations dans le respect des normes (sociales, environnementales...).

Par avenant :

- ajout aux bordereaux des prix unitaires la fourniture de nouvelles pièces détachées ;
- ajout aux bordereaux de prix unitaires de nouvelles prestations de maintenance.

3.4.1.2 *Suspension des prestations ou prolongation des délais d'exécution liée à des évènements extérieurs*

Les prestations, objet du marché public, peuvent être suspendues en raison d'évènements extérieurs rendant impossible leur poursuite selon les modalités prévues à l'article 24 du CCAG/FCS.

Toutefois, dans les conditions prévues par les articles R. 2194-5 du code de la commande publique et de l'article 24 du CCAG/FCS, si la poursuite de l'exécution du marché public est rendue temporairement impossible, la suspension totale ou partielle des prestations peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur.

D'autre part lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution suivant les modalités prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

3.4.1.3 Changement de référence fournisseur

Sur demande motivée du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut modifier une référence fournisseur figurant dans le tableau de prix par ordre de service (OS), à la condition expresse que ce changement de référence n'implique pas un changement du produit ou du service concerné.

Si le changement de référence demandé par le titulaire implique une modification du produit ou du service concerné, il doit transmettre au pouvoir adjudicateur toutes pièces justificatives permettant d'attester que le nouveau produit ou service présente des caractéristiques au moins équivalentes à celles du produit ou du service remplacé.

Après instruction de la demande du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou de refuser la demande de changement de référence. En cas d'acceptation, le pouvoir adjudicateur modifie la référence fournisseur dans le tableau de prix par ordre de service (OS).

3.4.2 Autres cas de modification

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-2 à 2194-10 du code de la commande publique, et sans préjudice de la mise en œuvre de la clause de réexamen prévue à l'article 3.4.1 du présent CCP, le marché public peut également être modifié en cours d'exécution et selon les modalités prévues, lorsque :

- des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues ;
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du présent marché public ;
- les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles ;
- le montant des modifications envisagées est inférieur aux seuils européens publiés au journal officiel et à 10% du montant du marché public.

Ces évolutions sont notifiées au titulaire du marché public par voie électronique via la Plate-Forme des Achats de l'État (la PLACE).

Toutefois, les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché public initial.

3.5 DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ

Le titulaire a le droit à l'exclusivité des commandes passées par les bénéficiaires de l'accord-cadre concernant les prestations objets de l'accord-cadre pendant toute la durée d'exécution de ce dernier.

Cependant, l'administration peut recourir à un opérateur économique tiers en cas d'incapacité du titulaire de l'accord-cadre à lui fournir les prestations dans les délais impartis.

ARTICLE 4. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS

4.1 MESURE DE PRÉVENTION

Le titulaire doit prendre contact avec le chargé de prévention du ou des sites avant tout début d'exécution.

Un protocole de chargement / déchargement d'une durée conforme à celle du marché public, doit être établi lors d'une visite préalable avant le premier chargement des articles. Ce protocole contient les renseignements généraux en vue d'une bonne application des opérations de chargement et de déchargement des articles par le titulaire. Il est renouvelable tous les ans jusqu'au terme du marché public.

4.2 SOUS-TRAITANCE

Sans objet.

4.3 DÉFAILLANCE

En cas de défaillance dans l'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements sous quinze (15) jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Passé ce délai et en cas de défaillance réitérée, il peut être fait application par le pouvoir adjudicateur des dispositions contenues à l'article 45 du CCAG/FCS.

4.4 ASSURANCE

Le titulaire doit se conformer à l'article 9 du CCAG/FCS relatif aux obligations en matière d'assurances. En complément de cet article, il doit transmettre au pouvoir adjudicateur une copie de son attestation d'assurance, en cas de changement ou de renouvellement de contrat.

Le refus de produire cette pièce peut entraîner la résiliation du marché public pour faute du titulaire.

4.5 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 8222-1 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 du code du travail s'il est établi en France ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail s'il est établi à l'étranger.

Ces documents peuvent être mis à disposition du pouvoir adjudicateur via une plate-forme dématérialisée ou envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception. Cependant le pouvoir adjudicateur recommande au titulaire d'utiliser la plate-forme e-Attestations : <https://www.e-attestations.com/pour-les-declarants/>.

Si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ces documents doivent être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de non présentation de ces pièces un mois après le délai requis, et après mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur, restée infructueuse pendant quinze (15) jours, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public aux torts du titulaire.

4.6 EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC PAR CARTE D'ACHAT

Le présent marché public ne donne pas lieu à la mise en place du paiement par carte d'achat.

4.7 MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES

4.7.1 Établissement des bons de commande

Les bons de commande sont établis sur la base des prix unitaires, indiqués à l'annexe de l'acte d'engagement (tableau de prix), pour les diverses prestations.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence du marché public ;
- la référence du bon de commande (numéro et date) ;
- la désignation de chaque prestation à réaliser / de chaque fourniture à livrer ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) de chaque prestation ;
- la date de prestation souhaitée ;
- le montant total hors taxes (HT) pour chaque prestation ou fourniture ;
- le montant total hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) de la commande ;
- le taux de TVA ;
- le montant de la TVA ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) associé au bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception (fax, courrier avec A/R, courriel...).

La date de réception du bon de commande tient lieu de date de notification de celui-ci.

4.7.2 Personnes habilitées à passer les commandes

Le pouvoir adjudicateur habilite des personnes proposées par le pôle Montlhéry du GSC IdF pour passer les bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Le pôle Montlhéry du GSC IdF est chargé de communiquer ultérieurement au titulaire la liste des personnes habilitées à passer les bons de commande. Tout bon de commande passé par d'autres personnes n'est pas reconnu par le pouvoir adjudicateur.

Une copie des bons de commande est adressée à la PFC PARIS à l'adresse suivante :

pfc-paris-bae.ach.fct@intradef.gouv.fr

4.7.3 Délai d'exécution

Le bénéficiaire détermine une date de livraison des matériels ou de réalisation des prestations, après consultation éventuelle du titulaire. Cette date est mentionnée sur le bon de commande concerné.

Si le bon de commande ne comporte pas de date de livraison ou d'exécution de la prestation demandée, le délai d'exécution du bon de commande correspond au délai maximum indiqué dans l'offre du titulaire à compter de la notification de celui-ci.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public. Tout bon de commande, notifié pendant la période de validité du marché public, doit être exécuté jusqu'à son terme.

ARTICLE 5. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT

5.1 FORME DES PRIX

Le marché public est traité à prix unitaires.

5.2 CONTENU DES PRIX

Les prix établis par le titulaire comprennent :

- les fournitures ou les prestations de maintenance telles que définies aux articles 12 à 15 du présent CCP ;
- les frais de transport, frais de livraison, frais de déchargement ;
- les frais d'assurance nécessaires pour couvrir les responsabilités du titulaire, telles que définies à l'article 4.4 du présent CCP.

Les prix exprimés en euros sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Les prix comportent un maximum de deux décimales après la virgule.

5.3 NATURE DES PRIX

5.3.1 Révision des prix

Les prix sont révisés annuellement le mois précédant chaque date anniversaire de notification du marché public.

La révision des prix est réalisée en application de la formule suivante :

$$P' = P * [0,20 + 0,80 (0,70 S/S_0 + 0,30 C/C_0)]$$

Dans laquelle :

- ▶ P' est le prix de règlement HT révisé ;
- ▶ P est le prix initial figurant en annexe à l'acte d'engagement ;
- ▶ S = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industrie manufacturière (NAF rév. 2 section C) - Base 100 en décembre 2008 identifiant INSEE n° **001565185** ;
- ▶ C = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché public français – CPF 15.11 – Cuirs et peaux tannés et apprêtés, peaux apprêtées et teintées identifiant INSEE n° **010764113**.

Lecture de l'indice :

S_0 représente la valeur de l'indice du mois correspondant à la date d'établissement des prix (date limite de dépôt des offres).

S représente la valeur du dernier indice connu, relevé le mois précédant la date anniversaire de notification du marché public.

C_0 représente la valeur initiale de l'indice du mois correspondant à la date d'établissement des prix (date limite de dépôt des offres).

C représente la valeur du dernier indice définitif connu, relevé le mois précédant la date anniversaire de notification du marché public.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, le coefficient obtenu comporte quatre décimales.

L'indice est consultable sur le site de l'INSEE à l'adresse: <http://www.indices.insee.fr> .

Si les indices, qui sont utilisés pour le marché public, ne sont pas publiés pendant six (6) mois ou sont supprimés, une substitution des indices est opérée soit par :

- avenant lorsqu'aucun indice de remplacement n'est fourni par l'INSEE ;
- ordre de service lorsque l'INSEE spécifie l'indice de remplacement.

Transmission de la révision des prix :

Le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire, via le site LA PLACE ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, les nouveaux prix révisés au titre du marché public pour la nouvelle période contractuelle.

5.3.1 Fluctuations des cours mondiaux

En cas de fluctuations fortes des cours mondiaux sur des matières premières représentant une part importante des prestations du présent marché public, le pouvoir adjudicateur peut, sur demande motivée du titulaire ou de sa propre initiative, modifier la périodicité de révision des prix et la ramener à trois mois par ordre de service (OS), conformément à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS.

Aux fins d'instruction de sa demande, le titulaire doit transmettre toutes pièces justificatives permettant de déterminer le bien-fondé de cette dernière.

Cette périodicité reste applicable jusqu'à ce qu'un autre ordre de service (OS) rétablissant la périodicité initiale ne soit notifié au titulaire.

5.3.2 Clause de sauvegarde

Par additif à l'article 10 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché public pour la partie non exécutée des prestations dès que la variation du prix par rapport au prix initial est supérieure à 7 % par an.

5.4 UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT DES MARCHÉS PUBLICS

L'unité monétaire de règlement de chaque marché public est l'euro.

ARTICLE 6. RÉGIME DE PAIEMENT DES MARCHÉS PUBLICS

6.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT

Le paiement s'effectue après certification du service fait et suivant les règles de la comptabilité publique.

6.2 MODE DE RÈGLEMENT

6.2.1 Règlement par mandat administratif

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques des Yvelines (DDFIP).

6.2.2 Règlement par carte d'achat

Les présents marchés publics ne donnent pas lieu au paiement par carte d'achat.

6.3 AVANCE

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées aux articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est versée au plus tard avant la date de début d'exécution des prestations.

Les deux conditions cumulatives au versement d'une avance de droit sont les suivantes :

- montant initial supérieur à 50 000 € HT ;
- délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

Pour chaque période de reconduction, une avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions cumulatives susvisées.

Le taux applicable est de 5%. Ce pourcentage de l'avance est porté à 30% si le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise.

Les modalités de calcul de l'avance sont les suivantes :

- Si la période sur laquelle est calculée l'avance est inférieure ou égale à 12 mois :
Montant de l'avance = taux applicable × montant TTC de la période considérée

- Si la période sur laquelle est calculée l'avance est supérieure à 12 mois :

$$\text{Montant de l'avance} = \frac{\text{taux applicable} \times \text{montant TTC de la période considérée} \times 12}{\text{durée de la période considérée exprimée en mois}}$$

Une avance peut être versée sur demande des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct dans des conditions identiques à celles du titulaire et selon les conditions fixées aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Le règlement d'avance n'a pas le caractère de paiement partiel définitif.

En application de l'article R. 2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

Cet article déroge à l'article 11.1 du CCAG/FCS.

6.4 ACOMPTE

Toutes les prestations réalisées sur une durée supérieure à trois mois, ne faisant pas l'objet de Règlement Partiel Définitif (RPD) et ayant donné lieu à un commencement d'exécution, ouvrent droit au versement d'acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le versement d'acomptes est réalisé selon la périodicité suivante :

- au maximum trois (3) mois (article R. 2191-22 du CCP) ;
- au maximum un (1) mois, pour les PME, sur demande du titulaire pour les marchés de fournitures et services.

6.5 RÉGLEMENT PARTIEL DÉFINITIF

Les marchés publics ne donnent pas lieu à des règlements partiels définitifs.

6.6 DÉLAI DE PAIEMENT

En application des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 à R. 2192-37 du code de la commande publique, les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché public sont payées dans le délai maximum de trente (30) jours.

Sans préjudice des clauses relatives à l'avance, le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date d'exécution des prestations, si cette dernière est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable.

6.7 INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECOUVREMENT

En application des articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire, a droit, sans qu'il ait à les demander :

- au versement des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse du règlement de la somme due ;
- au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (article D. 2192-35 du code de la commande publique).

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante ou au comptable de l'État, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

6.8 MODALITÉS DE FACTURATION (HORS CARTE D'ACHAT)

Chaque bon de commande (composé de 10 chiffres et commençant par 14) doit faire l'objet d'une facturation propre. A chaque commande doit correspondre sa facture.

Le titulaire doit établir une facture au titre des prestations exécutées selon les modalités suivantes :

6.8.1 Modalités de remise des factures au format dématérialisé

Le titulaire du marché public dépose ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'adresse de facturation est la suivante :

**SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES
PFC PARIS - BASE DES LOGES
8, AVENUE DU PRÉSIDENT KENNEDY - BP 40202
78102 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE CEDEX
SE D04666A078 - SIRET 11000201100044**

Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de la dématérialisation se trouvent sur le site :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>.

Pour toutes questions liées à la facturation, vous pouvez envoyer vos demandes à la section fournisseurs à l'adresse fonctionnelle suivante :

pfc-paris-fournisseur.contact.fct@intradef.gouv.fr

6.8.2 Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures

La facture comporte impérativement les mentions suivantes :

- ▶ le nom et l'adresse du créancier ;
- ▶ le numéro de SIRET du créancier ;
- ▶ le numéro de SIRET des services de l'État 11000201100044 ;
- ▶ la dénomination et l'adresse du bénéficiaire ;
- ▶ le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- ▶ la date d'établissement de la facture et son numéro ;
- ▶ l'adresse de facturation communiquée ci-dessus dans son intégralité y compris le **code service exécutant D04666A078** et le numéro de **SIRET des services de l'État 11000201100044** indiqués dans le corps de l'adresse ;
- ▶ les références du marché public indiquées sur l'acte d'engagement ou son annexe ;
- ▶ Le numéro d'engagement juridique du marché correspondant, indiqué sur l'acte d'engagement ou son annexe (il s'agit du numéro à 10 chiffres commençant par 13 ou 17) ;

- ▶ **le numéro d'engagement juridique correspondant au numéro du bon de commande** (il s'agit d'un numéro à 10 chiffres commençant par 14) ;
- ▶ la date de livraison des fournitures ou la date d'exécution de la prestation ;
- ▶ la désignation, le prix unitaire HT et la quantité des fournitures livrées ou prestations réalisées ;
- ▶ le montant total hors taxes (HT) ;
- ▶ le taux et le montant de la TVA en vigueur au moment de l'émission de la facture ;
- ▶ le montant toutes taxes comprises (TTC) de la facture.

6.9 SOLDE

Le solde de chaque marché public est unique et intervient à l'issue des procédures d'admission et de paiement de la dernière prestation réalisée ou fourniture livrée dans le cadre du marché public.

6.10 CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le titulaire bénéficiant du paiement direct, peut nantir ou céder les créances résultant du présent marché public conformément aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

6.11 CESSION DES MARCHÉS PUBLICS

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, toute cession éventuelle du présent marché public, qu'elle soit partielle ou totale, à titre gracieux ou onéreux, doit faire l'objet de l'autorisation écrite et préalable du pouvoir adjudicateur. Une demande doit être faite au pouvoir adjudicateur au moins six (6) mois avant la date prévue de la cession.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser une telle cession notamment pour des raisons d'intérêt du service ou un défaut de garanties techniques, professionnelles ou financières.

ARTICLE 7. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS

7.1 CONTRÔLE ET OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

7.1.1 Désignation du représentant du titulaire

Le titulaire doit désigner par écrit un représentant unique qui s'assurera de la bonne exécution des prestations, ces dernières relevant d'une obligation de résultat. Cette personne est le correspondant privilégié du bénéficiaire pour l'exécution des prestations ou tout problème rencontré dans l'exécution du marché public.

7.1.2 Désignation du représentant du bénéficiaire

Le pouvoir adjudicateur désigne un représentant pour le bénéficiaire ou une personne habilitée par le Ministère des armées, afin de réaliser les opérations de vérifications.

Celui-ci a pour mission de transmettre au titulaire les remarques et les éventuelles anomalies constatées.

7.1.3 Opérations de vérification

Chaque livraison est soumise à des vérifications quantitatives et qualitatives afin de contrôler la conformité des fournitures livrées par rapport aux stipulations techniques fixées à l'article 13 du présent CCP et dans l'offre du titulaire.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG/FCS, le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet et pour notifier sa décision est fixé à vingt (20) jours calendaires, à compter de la date de livraison.

7.1.4 Nature des vérifications

7.1.4.1 Vérification quantitative

La vérification quantitative s'effectue par comptage afin de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité commandée. Elle entraîne l'établissement d'un constat de conformité à la livraison (CCL).

7.1.4.2 Vérification qualitative

Les vérifications qualitatives ont pour objet le contrôle de la conformité des articles livrés par rapport aux caractéristiques fixées dans l'article 13 du présent CCP.

Elles entraînent l'établissement d'un « constat de conformité de la qualité » (CCQ).

La personne publique procède à tous les examens et essais qu'elle juge utiles pour s'assurer que l'article livré répond aux spécifications du marché public.

Les produits rendus inutilisables à la suite des opérations de vérification sont laissés à la charge du titulaire concerné dans les cas où la fourniture est rejetée.

À l'issue des opérations, ces deux documents sont adressés à la PFC PARIS/DAP dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de la livraison.

7.1.5 Décision après vérification

7.1.5.1 Décision après vérification quantitative

Conformément à l'article 29.1 du CCAG/FCS, si les fournitures fournis ne correspondent pas aux quantités fixées, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire soit de reprendre l'excédent livré, soit de compléter la livraison dans un délai maximum de vingt (20) jours pour à compter de la date de livraison.

7.1.5.2 Décision après vérification qualitative

À l'issue des opérations de vérification et si les prestations réalisées sont conformes au CCP celles-ci sont réputées admises.

Lorsque les prestations effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché public et à l'issue du délai de 20 jours, le pouvoir adjudicateur prend, le cas échéant une décision d'application de pénalités conformément à l'article 9 du CCP.

L'administration peut également en cas de difficultés dans l'exécution, déclencher une rencontre physique avec le titulaire, dont la présence est obligatoire.

Cet article déroge à l'article 29.2 du CCAG/FCS.

À l'issue du remplacement de la fourniture, une nouvelle opération de vérification qualitative a lieu.

7.1.5.3 Refus de la mise en demeure

En cas de refus du titulaire de livrer l'intégralité des articles commandés ou d'effectuer le remplacement d'un article rejeté, le pouvoir adjudicateur peut procéder à la résiliation aux torts du titulaire conformément à l'article 10.1 du présent CCP.

ARTICLE 8. GARANTIE

8.1 GARANTIE TECHNIQUE

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, la garantie est de minimum :

- 2 ans pour les selles (cuirs, coutures, mousses matelassures et montage) ;
- 5 ans pour les arçons et pièces rattachées.

8.2 RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour le présent marché public.

ARTICLE 9. PÉNALITÉS

Les pénalités :

- sont des sommes forfaitaires dues à l'administration lorsqu'une obligation contractuelle n'est pas respectée ;
- sanctionnent des retards dans l'exécution des prestations ou d'autres obligations ;
- sanctionnent la mauvaise exécution des prestations ou d'autres obligations ;
- sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable pour toute prestation exécutée en retard ou mal exécutée.

Au terme de l'exécution des prestations, les pénalités peuvent être exonérées (remboursement au fournisseur) ou maintenues. Le pouvoir adjudicateur peut décider de l'exonération partielle ou totale des pénalités.

L'application des pénalités s'effectue à chaque défaillance constatée. Toutefois, l'administration se réserve le droit de cumuler les pénalités et de les appliquer semestriellement.

Par ailleurs, l'application des pénalités peut s'effectuer sur les factures ultérieures. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont le retard ou la mauvaise exécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont déduites des sommes à verser au titulaire et sont cumulables. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, elles sont exigibles au premier euro.

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service. Elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

Les observations éventuelles que le titulaire entend formuler sur les pénalités doivent être adressées, sous pli recommandé ou par courriel (pfc-paris-bae.ach.fct@intradef.gouv.fr), à la PFC PARIS/DAP.

Passé un délai de trente (30) jours à compter de la réception de l'état portant décompte des pénalités, le titulaire est réputé, par son silence, en avoir accepté le montant.

9.1 PÉNALITÉS DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard appliqué peut excéder 10 % du montant (HT) du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution éventuellement modifié par une prolongation de délai en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées comme suit :

Pour le poste 1 :

- **Pénalité pour retard de prise de mesures** : Une pénalité de 20€ par jour ouvré de retard s'applique à partir de la date limite de prise de mesures jusqu'à la date effective de prise des mesures ;
- **Pénalité pour retard de confection et livraison** : Une pénalité de 30€ par jour ouvré de retard s'applique à partir du premier jour de dépassement du délai de livraison (correspondant au délai maximum indiqué dans l'offre du titulaire) jusqu'à la date effective de livraison.

Pour les postes 2 et 3 :

Pénalité pour retard de livraison des pièces détachées et pour retard sur le délai de réalisation des prestations de maintenance : Une pénalité de 30€ par jour ouvré de retard s'applique à partir du premier jour de dépassement des délais maximums indiqués dans l'offre du titulaire jusqu'à soit la date effective de livraison, soit la date de réalisation de la prestation de maintenance.

9.2 AUTRES PÉNALITÉS

9.2.1 Pénalité pour dépassement du délai de transmission d'un document exigé au titre du marché public

En cas de non transmission d'un document exigé au titre du présent marché public, le titulaire s'expose à une pénalité de 15€ par jour ouvré de retard, à partir de la fin du délai fixé par l'administration dans sa demande jusqu'à la transmission effective du document exigé.

9.2.2 Pénalité pour non-respect d'une exigence ou d'un engagement contractuel

En cas de non-respect d'une exigence réglementaire, d'une exigence contractuelle du présent marché public ou d'un engagement contractuel du titulaire, ce dernier s'expose à une pénalité de 30€ par jour ouvré à partir du constat de l'administration jusqu'au respect de l'exigence ou de l'engagement contractuel.

La présente pénalité ne s'applique qu'aux exigences ou engagements qui ne font pas l'objet d'une clause de pénalité spécifique.

ARTICLE 10. MODALITÉS DE RÉSILIATION

Il est fait application des dispositions des articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et des articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

10.1 RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public, sans indemnités, notamment en cas de :

- non-respect par le titulaire des obligations du marché public et des caractéristiques techniques définies dans son offre ;
- non-respect par le titulaire des stipulations des articles, relatifs à la confidentialité et sécurité du présent CCP ;
- inexactitude des renseignements et non présentation des pièces demandées, un mois après le délai requis.

La résiliation n'est effective qu'après une mise en demeure adressée au titulaire par le pouvoir adjudicateur restée infructueuse. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut d'une telle date, à la date de notification de cette décision.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter les prestations non exécutées par un autre fournisseur. Le surcoût engendré est à la charge du titulaire.

10.2 AUTRES RÉSILIATIONS

Le pouvoir adjudicateur peut résilier, sans indemnités, le marché public en cas de non-respect des stipulations de l'article relatif à la clause de sauvegarde du présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnités, le marché public pour motif d'intérêt général et notamment en cas de restructuration, d'aliénation, de dissolution, de refondation, de délocalisation, de fermeture, de vente ou de transfert de l'organisme bénéficiaire et/ou des organismes rattachés, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

- l'article 1.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS ;
- l'article 5.3.1 déroge à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS
- l'article 6.3 déroge à l'article 11.1 du CCAG/FCS ;
- l'article 7.1.3 déroge à l'article 11.2 CCAG/FCS ;
- l'article 7.1.5.2 déroge à l'article 29.2 CCAG/FCS ;
- l'article 8.1 déroge à l'article 33 du CCAG/FCS ;
- L'article 9 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS ;
- l'article 9.1 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG/FCS ;
- l'article 10.2 déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Située au quartier du Carrousel à Fontainebleau, l'École Militaire d'Équitation (EME) abrite plus de cinq siècles de tradition équestre et militaire.

L'EME assure la formation des officiers, sous-officiers et militaires du rang aux différents métiers du cheval (instructeurs d'équitation, chefs d'écuries, cavaliers soigneurs, maréchaux-ferrants).

Des cavaliers militaires de concours de saut d'obstacles et de concours complet d'équitation s'illustrent régulièrement en compétitions nationales et internationales.

Le présent marché vise à fournir des selles d'équitation au profit de l'EME de Fontainebleau et des sections équestres militaires, rattachées au Centre national des sports de la Défense (CNSD).

Les prestations attendues sont les suivantes :

- fourniture et livraison de selles d'instruction (lot n° 1), de dressage (lot n° 2) et de sauts d'obstacles (lot n° 3) ;
- fourniture de pièces détachées associées ;
- prestations de maintenance des selles.

Taux d'utilisation des selles :

Nombre d'heures d'utilisation par jour :

La moyenne est de 2 heures pour les selles d'instructions, 1h30 pour les selles de dressage et 3 heures pour les selles d'obstacles.

Nombre de jours d'utilisation par semaine :

6 jours hors compétitions et 7 jours en période de concours pour les selles de dressage et d'obstacles et pour certaines selles d'instructions affectées dans les équipes compétition des sections.

(Période de compétitions, 6 mois/ans en moyenne)

Nombre moyen d'heures d'utilisation annuelle :

Selle d'instruction : 540 h/an

Selle de dressage : 410 h/an

Selle d'obstacles : 840 h/an

Durée de vie estimée des selles :

Selle d’instruction : de 10 à 12 ans

Selle de dressage : de 10 à 12 ans

Selle de saut d’obstacles : en moyenne 6 ans avec possibilité de reclassement à l’instruction.

Pour ces estimations, la qualité des selles doit être irréprochable.

ARTICLE 12. LIEU DE LIVRAISON

Le lieu de livraison est le suivant :

ÉCOLE MILITAIRE D’ÉQUITATION
SELLERIE CENTRALE
Quartier du Carrousel
Avenue de Maintenon
77307 FONTAINEBLEAU
TEL POSTE DE GARDE : 01.64.70.76.30

ARTICLE 13. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES SELLES

Les délais de livraison des selles sont ceux indiqués par le titulaire dans son offre. En cas de non-respect de ces délais, le titulaire s’expose aux pénalités prévues dans l’article 9.1 du CCAP.

13.1 SELLES D’INSTRUCTION (LOT N° 1)**13.1.1 Présentation générale de la selle :**

La selle d’instruction est destinée à la formation des cavaliers.

Selle mixte, siège semi-creux, taille 17,5 pouces, quartiers correspondants à un cavalier adulte de taille moyenne (1,75 m à 1,80 m).

Occasionnellement, pour certaines commandes, il peut être demandé des selles dont les tailles de sièges peuvent varier entre 16’’ et 18,5’’ avec les quartiers correspondants à ces tailles.

Le coloris peut être havane, fauve ou tabac.

Matières, demi-produits et accessoires utilisés :

Les allocations des cuirs ne doivent être que de premier choix et correspondre aux normes en vigueur, (réf : GPEM/TC dernière édition).

La qualité des produits servant à l’élaboration de la selle, (mousses, fils, sangles ...) doit aussi être de qualité et adaptée à une utilisation intensive.

Confection :

Le montage de la selle relève de la parfaite connaissance du maître sellier selon les traditions du métier.

Description d'arçon :

Arçon traditionnel bois ou en bois composite avec renfort traditionnel en acier, arçon souple ou semi-rigide.

Contre sanglons :

6 contre-sanglons (2X3), cuir pleine fleur, tannage végétal, minéral ou au chrome, étiré d'une épaisseur 4,5 mm à 5 mm fixés indépendamment sur les bandes d'arçons par l'intermédiaire d'une sangle polyester pour faciliter leurs remplacements (protège boucles sur les contre sanglons).

Dessus de selle et siège :

Siège en cuir de veau pleine fleur aniline (pigment naturel), tannage végétal ou combiné, épaisseur 1,8 mm à 2,2 mm avec jointures cousues mains ou machine sur petits quartiers en cuir pleine fleur, tannage végétal, finition grain porc, une épaisseur 4 mm à 4,5 mm

Matelassure du siège en mousse.

Présence de crampons de martingale.

Quartiers de selles avec avancées :

Quartiers en cuir pleine fleur, tannage végétal, finition grain porc, une épaisseur entre 4,3 mm et 5 mm

Faux quartiers en cuir pleine fleur, tannage végétal, épaisseur 4 mm à 4,5 mm

Jonc de pommeau et de troussequin en veau pleine fleur, tannage végétal ou combiné, épaisseur 1,2 mm à 1,8 mm

Avancées en veau pleine fleur aniline (pigment naturel), tannage végétal ou combiné, épaisseur 1,8 mm à 2,2 mm

Panneaux de selle :

Enveloppe de matelassures en veau pleine fleur, aniline (pigment naturel), tannage végétal ou combiné, épaisseur 1,2 mm à 2,2 mm

Matelassure des panneaux en mousse.

Taquets :

Avants et arrières.

13.1.2 Garantie minimum :

Conformément à l'article 8.1 du présent CCP, les garanties sont les suivantes :

- Selles (cuirs, coutures, mousses matelassures et montage) : 2 ans ;
- Arçons et pièces rattachés : 5 ans.

13.1.3 Marquage sur les selles :

A/ Réalisation des marquages

Marquage réalisée par l'administration à la livraison de la série :

La selle est marquée "Armée Française" par l'atelier de sellerie de l'EME après la recette de façon bien visible sur le cuir en incrustation à chaud.

Marquage du fabricant :

La marque du fabricant (tolérée), ainsi que le n° de série, l'année de fabrication et les caractéristiques doivent figurer de manière discrète sur la selle.

B/ Emplacement des marquages

Pour « Armée Française » :

- sur l'arrière du troussequin et en son centre ;
- sur la partie extérieure des quartiers gauche et droit au-dessus ou dessous du passant de la mortaise du flot d'étrivières.

Pour les autres indications du fabricant :

- la marque sur les clous de selle et les quartiers ;
- les caractéristiques et le n° de série sur le faux-quartier.

13.1.4 Autres caractéristiques :

La selle est équipée d'une housse de protection de qualité.

13.2 SELLES DE DRESSAGE (LOT N° 2)

Destinée aux cavaliers confirmés (maître et sous maître de manège) et utilisée pour le travail sur le plat des chevaux de sports et en compétition de dressage.

Les selles de dressage sont conçues et fabriquées sur mesure en fonction des spécificités physiques et techniques des cavaliers désignés par l'administration mais aussi des équidés travaillés par ces derniers. Les prises de mesures se font sur les lieux d'affectations des personnels désignés, (France métropolitaine) qui sont communiquées par le sellier de l'EME.

La souplesse de l'arçon et l'ouverture de l'arcade du pommeau, la forme et l'épaisseur des panneaux ainsi que le type de sanglage peuvent être modifiés sur demande des personnels désignés par l'administration.

13.2.1 Présentation générale de la selle :

Selle nue, destinée aux cavaliers confirmés.

Le coloris peut être noir, havane ou tabac.

Matières, demi-produits et accessoires utilisés :

Les allocations des cuirs ne doivent être que de premier choix et correspondre aux normes en vigueur (réf : GPEM/TC dernière édition).

La qualité des produits servant à l'élaboration de la selle, (mousses, fils, sangles ...) doivent aussi être de qualités et adaptés à une utilisation intensive.

Confection :

Le montage de la selle relève de la parfaite connaissance du maître sellier selon les traditions du métier.

Description d'arçon :

Arçon traditionnel de qualité, bois et acier.

Contre sanglons :

Contre sanglons bas Qté 2 (pour sangle courte) positionnés en V, en cuir pleine fleur tannage végétal ou au chrome, étiré, épaisseur 4,5 mm à 5 mm

Dessus de selle :

Siège creux, en veau pleine fleur, aniline, ou buffle nubucké, tannage végétal ou combiné, épaisseur 1,8 mm à 2,2 mm avec jointures cousues mains. Présence de crampons de martingale souhaité.

Quartiers de selles avec avancées :

Mono-quartiers cuir pleine fleur, tannage végétal, doublés en veau pleine fleur aniline ou buffle nubucké, tannage végétal ou combiné.

Panneaux de selle :

Enveloppe de matelassures en veau pleine fleur aniline ou buffle nubucké, tannage végétal ou combiné, épaisseur entre 1,2 mm et 2 mm

Taquets :

Avants.

13.2.2 Garantie minimum :

Conformément à l'article 8.1 du présent CCP, les garanties sont les suivantes :

- Selles (cuirs, coutures, mousses matelassures et montage) : 2 ans ;
- Arçons et pièces rattachés : 5 ans.

13.2.3 Marquage sur les selles :

A/ Réalisation des marquages

Marquage réalisée par l'administration à la livraison de la série :

La selle est marquée "Armée Française" par l'atelier de sellerie de l'EME après la recette de façon bien visible sur le cuir en incrustation à chaud.

Marquage du fabricant :

La marque du fabricant (tolérée), ainsi que le n° de série, l'année de fabrication et les caractéristiques doivent figurer de manière discrète sur la selle.

B/ Emplacement des marquages

Pour « Armée Française » :

- sur l'arrière du troussequin et en son centre ;
- sur la partie extérieure des quartiers gauche et droit au-dessus ou dessous du passant ou la mortaise du flot d'étrivières.

Pour les autres indications du fabricant :

- la marque sur les clous de selle et les quartiers ;
- les caractéristiques et le n° de série sur le dessous des quartiers.

13.2.4 Autres caractéristiques :

La selle est équipée d'une housse de protection de qualité et livrée en fût individuel.

Les prises de mesures se font sur les lieux de travail des personnels désignés par le Chef des Sports Equestres Militaires, (Sections Equestres Militaires situées en France métropolitaine).

13.3 SELLES DE SAUTS D'OBSTACLE (LOT N° 3)

Selle de saut d'obstacles ou mixte à tendance obstacles destinée aux cavaliers confirmés (maîtres et sous-maîtres de manège). Utilisée pour le travail à l'obstacle des chevaux de sport et pour des compétitions d'obstacles.

Les selles de sauts d'obstacles sont conçues et fabriquées sur mesure en fonction des spécificités physiques et techniques des cavaliers désignés par l'administration mais aussi des équidés travaillés par ces derniers, les prises de mesures se feront sur les lieux d'affectations des personnels désignés, (France métropolitaine) qui seront communiquées par le sellier de l'EME.

La souplesse de l'arçon et l'ouverture de l'arcade du pommeau, la forme et l'épaisseur des panneaux ainsi que le type de sanglage peuvent être modifiés sur demande des personnels désignés par l'administration.

13.3.1 Présentation générale de la selle :

La selle d'obstacles ou mixte à tendance obstacles est destinée aux cavaliers confirmés.

Le coloris peut être havane, fauve, tabac ou noir.

Matières, demi-produits et accessoires utilisés :

Les allocations des cuirs ne doivent être que de premier choix et correspondre aux normes en vigueur (réf : GPEM/TC dernière édition).

La qualité des produits servant à l'élaboration de la selle, (mousses, fils, sangles ...) doivent aussi être de qualités et adaptés à une utilisation intensive.

Confection :

Le montage de la selle relève de la parfaite connaissance du maître sellier selon les traditions du métier.

Description d'arçon :

Arçon traditionnel de qualité, bois et acier.

Contre sanglons :

6 contre-sanglons (2X3), cuir pleine fleur tannage végétal ou au chrome, étiré épaisseur 4,5 mm à 5 mm fixés sur les bandes d'arçons avec le dernier sanglon arrière reculé et positionnés en V. (avec protège boucles).

Dessus de selle :

Siège en veau pleine fleur aniline, tannage végétal ou combiné, épaisseur 1,8 mm à 2,2 mm avec jointures cousues mains sur petits quartiers en cuir pleine fleur, tannage végétal, finition grain porc, épaisseur 4 mm à 4,5 mm

Quartiers de selles avec avancées :

Quartiers en cuir pleine fleur, tannage végétal, finition grain porc, épaisseur entre 4,3 mm et 5 mm

Faux quartiers en cuir pleine fleur, tannage végétal, épaisseur 4 mm à 4,5 mm

Jonc de pommeau et de troussequin en veau pleine fleur, tannage végétal ou combiné, épaisseur 1,2 mm à 1,8 mm

Avancées en veau pleine fleur aniline, tannage végétal ou combiné épaisseur 1,8 mm à 2,2 mm.

Panneaux de selle :

Enveloppe de matelassures en veau pleine fleur, aniline, tannage végétal ou combiné, épaisseur 1,2 mm à 1,8 mm

Taquets :

Avants et arrières.

13.3.2 Garantie minimum :

Conformément à l'article 8.1 du présent CCP, les garanties sont les suivantes :

- Selles (cuirs, coutures, mousses matelassures et montage) : 2 ans ;
- Arçons et pièces rattachés : 5 ans.

13.3.3 Marquage sur les selles :

A/ Réalisation des marquages

Marquage réalisée par l'administration à la livraison de la série :

La selle est marquée "Armée Française" par l'atelier de sellerie de l'EME après la recette de façon bien visible sur le cuir en incrustation à chaud.

Marquage du fabricant :

La marque du fabricant (tolérée), ainsi que le n° de série, l'année de fabrication et les caractéristiques doivent figurer de manière discrète sur la selle.

B/ Emplacement des marquages

Pour « Armée Française » :

- sur l'arrière du troussequin et en son centre ;
- sur la partie extérieure des quartiers gauche et droit au-dessus ou dessous du passant ou la mortaise du flot d'étrivières.

Pour les autres indications du fabricant :

- la marque sur les clous de selle et les quartiers ;
- les caractéristiques et le n° de série sur le dessous des quartiers.

13.3.4 Autres caractéristiques :

La selle est équipée d'une housse de protection de qualité et livrée en fût individuel.

Les prises de mesures se font sur les lieux de travail des personnels désignés par le Chef des Sports Équestres Militaires, (Sections Équestres Militaires situées en France métropolitaine).

13.4 MODALITÉS DES PRISES DE MESURES POUR LA CONFECTION DES SELLES DES LOT N° 2 ET N° 3.

Prise de mesures :

Les selles de dressage et de sauts d'obstacles étant confectionnées sur mesure, le titulaire du marché public prend contact avec le sellier de l'EME de Fontainebleau à la réception du bon de commande pour planifier avec lui les opérations de prise de mesures. Le sellier de Fontainebleau communique au titulaire l'identité et le lieu d'affectation des personnels désignés par le chef des sports équestres militaires destinataires des selles.

Le titulaire se déplace sur tous les lieux de travail des personnels désignés pour les prises de mesures après avoir pris connaissance de ces informations dans un délai maximum de vingt (20) jours ouvrés après notification du bon de commande.

Le délai de livraison pour les selles sur mesure des lot n° 2 et n° 3 court à compter de la validation des prises de mesure par le sellier. En cas de non-respect du délai imparti, le titulaire s'expose aux pénalités prévues dans l'article 9.1 du présent CCP.

Les fiches de mesures doivent être clairement renseignées avec le nom du cavalier, la date de prise de mesure et sa signature. Un exemplaire est envoyé au sellier de l'EME de Fontainebleau qui valide les prises de mesures auprès du titulaire pour approuver la conception de la selle.

Les 20 villes où sont implantés les Sections équestres militaires pour les prises de mesures sont :

- Fontainebleau ;
- Paris ;
- Haguenau ;
- Mourmelon ;
- Bitche ;
- Verdun ;
- Olivet ;
- Carpiagne ;
- Metz ;
- Souge ;
- Angers ;
- La Flèche ;
- Dax ;
- Coëtquidan ;
- Saumur (SEM + IFCE) ;
- Draguignan ;
- Avord ;
- Palaiseau Ecole Polytechnique ;
- Tarbes ;
- Autun.

Par ailleurs, avant tout déplacement d'un représentant du titulaire sur un site de l'administration, le titulaire doit prendre contact avec un représentant du site pour obtenir un accord préalable de visite (date et horaire).

ARTICLE 14. PIÈCES DÉTACHÉES

Les pièces rattachées faisant l'objet de fournitures sont :

- contre-sanglon coupé ;
- arçon sanglé avec mousse.

Les pièces détachées sont à livrer à l'adresse mentionnée à l'article 12 du présent CCP.

Aucune livraison partielle n'est autorisée.

Le délai maximum de livraison correspond au délai indiqué dans l'offre du titulaire. En cas de non-respect de ce délai, des pénalités de retard s'appliquent conformément à l'article 9.1 du présent CCP.

ARTICLE 15. PRESTATIONS DE MAINTENANCE

La maintenance afférente aux selles inclut les prestations suivantes :

- remplacement de l'arçon ;
- remplacement du siège et de sa mousse ;
- retendre le siège ;
- remplacement des contre sanglons ;
- modification des panneaux ;
- remplacement des panneaux ;
- modification de l'arçon (arcade) ;
- modification des quartiers ;
- modification des avances ;
- modification des taquets.

Les réparations des selles effectuées à l'EME de Fontainebleau, doivent être réalisées dans le délai maximum indiqué dans l'offre du titulaire. En cas de non-respect de ce délai, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 9.1 du présent CCP.

Par ailleurs, avant tout déplacement d'un représentant du titulaire sur un site de l'administration, le titulaire doit prendre contact avec un représentant du site pour obtenir un accord préalable de visite (date et horaire).

Les réparations doivent être réalisées avec des matériaux de qualité, compatibles avec les matériaux d'origine des selles.